

Burundi : l'ONU réclame une CVR conforme aux exigences internationales

@rib News, 25/02/2014 â€“ Source Xinhua Les Nations Unies appellent les Organisations de la Société Civile (OSC) et les médias à militer avec plus d'énergie aux côtés du Gouvernement pour la mise en place d'une Commission Vérité Réconciliation (CVR) conforme aux exigences internationales, a déclaré mardi à Bujumbura le chef de l'unité Justice Transitionnelle au Bureau des Nations Unies au Burundi (BNUB), Robert Kotchani. M. Kotchani, qui procédait à l'ouverture d'un séminaire national sur le renforcement des capacités des OSC et des médias en matière de justice traditionnelle, a ajouté qu'une telle CVR doit également être conforme aux dispositions pertinentes des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur le Burundi.

Les mécanismes de justice traditionnelle au Burundi, a-t-il souligné, trouvent leur origine dans l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi (AAPRB) d'août 2000, accord qui a mis fin à une décennie de guerre civile. Cet accord, a-t-il précisé, prévoit entre autres la mise en place d'une CVR associant la société civile et les confessions religieuses, ainsi qu'un mécanisme judiciaire. Il a aussi fait remarquer que les formations sur le processus de justice traditionnelle devraient contribuer à explorer les écueils et les solutions possibles en matière de vulgarisation des principes ad hoc auprès des populations autochtones, généralement marginalisées. Celles-ci, a-t-il insisté, ont un rôle particulier à jouer en matière de réconciliation nationale dans la mesure o  ¹ les   v  nements douloureux en question les ont affectés davantage dans certains cas. Pour rappel, le projet portant création, organisation et fonctionnement de la CVR est pendant au Parlement burundais depuis la dernière session d'octobre 2013.